

**Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)**

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien Soriano, Directeur général de l'IGN, nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

*Procédure d'Appel d'Offres Ouvert*

*Articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique*

**SILOG 25005**

**Mission d'études (tranche ferme) et mission de maîtrise d'œuvre (tranche conditionnelle) pour le remplacement du groupe froid de secours et des centrales frigorifiques des chambres froides du bâtiment B, ainsi que pour le diagnostic de performance de la salle informatique du bâtiment P à Saint-Mandé**

**Service responsable de la passation du marché :**

Secrétariat Général  
Service des Achats et des Marchés  
Département des marchés  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé CEDEX

**Date limite de remise des offres : 24 novembre 2025 à 12h00**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE .....	3
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES.....	10
ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	12
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHE.....	12
ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS .....	13
ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES .....	14

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet une mission de prestations intellectuelles relative aux groupes froid du bâtiment B et aux équipements froid liés à la salle IT du bâtiment P:

Tranche Ferme – mission d'études

- A. Diagnostic et préconisations sur la thermo-frigo pompe et le groupe froid secours situés en terrasse dédiés au confort, au réseau informatique et aux chambres froides. (Refroidissement des condenseur)
- B. Diagnostic et préconisations sur le système frigorifique liés à la salle IT et local onduleur :
  - Le titulaire devra réaliser un diagnostic complet des installations frigorifiques desservant la salle IT et le local onduleur, afin d'évaluer leurs performances réelles lorsque la température extérieure est égale ou supérieure à +40 °C.
  - Le titulaire devra également déterminer leur capacité thermique à refroidir les équipements informatiques actuels, ainsi qu'évaluer la charge maximale admissible dans la salle IT en prévision d'une future augmentation des équipements informatiques.

Tranche optionnelle : Mission de maîtrise d'œuvre pour le remplacement des centrales dédiés :

- Chambres négative
- Chambres positive et locaux de préparation

**Contraintes d'exécution : le Titulaire dans chacune des étapes du présent marché prendre en compte les contraintes d'occupation du site : L'ensemble des missions sera réalisé en site occupé.**

**D'importants travaux de rénovation du site sur l'emprise des bâtiments K/L et J vont perturber le fonctionnement du site jusqu'à l'été 2027. Il n'apparaît ainsi pas possible d'envisager une intervention lourde nécessitant une grue sur les équipements en toiture terrasse durant l'année 2026.**

**Le remplacement des équipements frigorifiques de cuisine impliquera une fermeture du restaurant administratif, idéalement en août 2026. D'autres travaux d'entretien lourd des cuisines pourront être programmés à cette même occasion, susceptible de générer une coactivité. Une fois la date exacte de travaux sur les installations frigorifiques arrêtée, elle ne pourra être décalée, du fait des congés imposés au personnel ainsi que les rénovations hors du périmètre du présent marché.**

Lieu d'exécution : IGN, 73 avenue de Paris, 94160 Saint-Mandé.

## ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

### ■ Forme du marché

Le marché objet de la présente consultation est un marché public de maîtrise d'œuvre visé aux articles L. 2430-1 à L. 2432-2, R.2172-1 et R.2431-1 et suivants du code de la commande publique.

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Le marché est **conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 90 000 € HT.**

#### ■ Tranches

Le marché est décomposé en tranches :

- Tranche ferme : mission d'études
- Tranche optionnelle : mission de maîtrise d'œuvre

La réponse à la tranche optionnelle est obligatoire avec la réponse à l'offre de base (tranche ferme).

L'affermissement de la tranche optionnelle est subordonné à la décision du Pouvoir Adjudicateur, notifiée au titulaire par écrit.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est de 3 mois à compter du début d'exécution du marché.

#### ■ Allotissement

Le marché est constitué d'un lot unique conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

#### ■ Durée du contrat

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire et se termine à la fin de la durée de la garantie de parfait achèvement des travaux ou après sa prolongation, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

#### ■ Variantes et tranches

Les variantes sont exclues dans le cadre de la présente consultation.

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches.

#### ■ Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV	Libellé
71241000	Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse
71520000	Service de conduite de travaux
42512000	Installations de climatisation
42513000	Matériel de réfrigération et de congélation

#### ■ Visites obligatoires

Préalablement à la remise de son offre, chaque candidat est tenu de réaliser une visite des lieux.

Il est vivement conseillé aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation avant de prendre rendez-vous pour la visite.

Les visites s'organisent sur rendez-vous auprès du service de la logistique – Département des Bâtiments : [batiments@ign.fr](mailto:batiments@ign.fr)

Les candidats en font la demande au plus tard 8 jours avant la date de remise des offres.

Les modalités des visites s'effectuent dans des conditions de stricte égalité des candidats et en présence d'un représentant de l'IGN.

La visite a pour objectif de permettre à chaque candidat d'apprécier la consistance des prestations à réaliser et d'appréhender la disposition des lieux, les difficultés d'exécution et d'accès.

Chaque candidat est informé des modalités suivantes :

- Chaque participant se conforme aux consignes sanitaires sur le site ;
- Les échanges au cours de la visite sont limités à la seule prise de connaissance du site, sans que ne soit délivrée aucune autre information dont l'objet serait autre que la seule description physique et fonctionnelle du site ;
- Les prises de photographie sont autorisées, sauf avis contraire.

Aucune réponse n'est apportée oralement et toutes les questions complémentaires doivent être formulées par écrit dans les conditions prévues au présent Règlement de la Consultation (RC).

A l'issue de la visite :

- un certificat de visite signé est transmis au candidat qui joint la copie à son offre. Ce certificat sera délivré lors de la visite obligatoire.
- chaque candidat est réputé connaître parfaitement les lieux.

En conséquence, il ne peut se prévaloir d'un manque d'information pour prétendre à une quelconque prolongation des délais, ni élever de réclamation ou former de demande ultérieure tirée d'une prétendue méconnaissance du site, ainsi que des contraintes techniques que comportent les prestations objet de la présente consultation.

#### **■ Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix jours (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

#### **■ Groupement d'opérateurs**

Chaque candidat peut se présenter seul ou en groupement.

Toutefois, un même candidat ne peut pas se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un ou de plusieurs groupements d'opérateurs. Aussi, un même candidat ne peut pas faire partie de différents groupements.

Dans le cas d'une candidature groupée, les candidats respectent les dispositions des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique. Le groupement peut être conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement au titre de ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations.

En cas de groupement conjoint, la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter est précisée dans les documents remis par le candidat.

Si la répartition des prestations ne peut pas être précisée, le candidat attributaire est tenu de modifier la forme du groupement dans le cadre d'une mise au point avant la notification du marché, afin que le groupement revête un caractère solidaire.

Seul le mandataire est habilité à signer la candidature et l'offre du groupement.

L'acte d'habilitation attestant de la capacité du mandataire à signer le marché au nom et pour le compte des membres du groupement est joint à la candidature du groupement.

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation

Conformément à l'article R 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement à disposition des opérateurs économiques les documents de la consultation accessibles depuis l'adresse du profil d'acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### ■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation des Entreprises (DCE) est constitué des pièces ci-dessous :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement et son annexe financière « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) » ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Un cadre de réponse technique ;
- Les formulaires « Lettre de candidature » (DC1) et « Déclaration du candidat » (DC2).

Le DOE sera fourni au titulaire du marché après notification.

### ■ Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, la date d'envoi de la modification faisant foi. Si ces modifications interviennent plus tardivement, elles pourront, compte tenu de leur nature, donner lieu à un report de la date limite de remise des offres. L'acheteur informera les candidats de cet éventuel report. Les candidats devront répondre uniquement sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Par ailleurs, si la date limite de remise des offres devait être décalée dans le temps, les règles resteraient semblables.

### ■ Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et technique sont formulées via l'onglet « Question » de la consultation sur la plate-forme, au plus tard six 6 jours calendaires avant la date de remise des offres. Seules sont traitées les questions déposées sur la plate-forme.

Le candidat rédige sa question ou joint un document contenant ses questions. La réponse est adressée en temps utile, à tous les candidats ayant retiré le DCE, au plus tard quatre 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### ■ Modalités de remise des offres

Les offres doivent être déposées avant la date et heure limite indiquées en page de garde sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de préférence par voie électronique.

Il est signé selon les modalités prévues à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Pendant la mise en concurrence, les contacts sont limités pour respecter l'égalité de traitement entre les entreprises candidates et la transparence de la procédure. Cependant, pour obtenir des informations complémentaires, il est possible de poser des questions à l'acheteur public avant la date limite et l'heure indiquées dans l'annonce et les documents de consultation.

Pour des raisons de transparence et de traçabilité, durant toute la procédure, les échanges avec l'acheteur se feront de manière électronique sur le profil d'acheteur. **Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs pouvant figurer dans les documents de consultation. Dans ce cas, l'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications avant la date limite de remise des offres.**

#### ■ Remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur. Le soumissionnaire reconnaît ainsi avoir pris connaissance du guide utilisateur mis à disposition sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des plis avant la date et heure limite de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Le candidat devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi. Toute opération effectuée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise.

En cas de **difficulté quant à l'envoi d'une offre**, le candidat est invité à solliciter le service d'assistance en ligne accessible depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> rubrique « Aide ».

#### **Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.**

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics. Ce service est joignable au 01 76 64 74 07.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil d'acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB), ou support papier.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde »

***SILOG 25005 «Mission d'études (tranche ferme) et mission de maîtrise d'œuvre (tranche conditionnelle) pour le remplacement du groupe froid de secours et des centrales frigorifiques des chambres froides du bâtiment B, ainsi que pour le diagnostic de performance de la salle informatique du bâtiment P à Saint-Mandé»***

« Nom du candidat »

Ce pli peut être adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

**IGN**  
**Service des Achats et Marchés**  
**Département des marchés**  
**Bât. A – Pièce 278**  
**73, avenue de Paris**  
**94165 Saint-Mandé cedex**

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

**Rappel aux candidats**

**Présentation du dossier de candidature et d'offre :**

**Les pièces du dossier de candidature et d'offre ne doivent en aucun cas être toutes regroupées dans un seul fichier pdf. Chacune des pièces demandées doit faire l'objet d'un seul fichier à l'exception du mémoire technique et des annexes qui le composent.**

**■ Langue de rédaction des propositions et unité monétaire**

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

**■ Contenu des plis**

**Pièces de la candidature :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le [document unique de marché européen \(DUME\)](#) sera accepté : Accéder au « Service DUME ». Le candidat qui produit le DUME est autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Ce document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, est ainsi remis en lieu et place des documents et renseignements ci-dessous demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

A défaut de produire le DUME, les candidats devront fournir les documents suivants :

<b>Pièces de la candidature</b>	<b>Descriptif</b>
Lettre de candidature (DC1)	Le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)
Déclaration du candidat (DC2)	Le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)  <b>Le candidat doit renseigner les rubriques C1, E1 et F1 du DC2 et produire les renseignements demandés à la rubrique G1 du DC2.</b> Le cas échéant, il renseigne les rubriques E3, F4, G2 et H du DC2.
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance couvrant les prestations objet du présent marché
Pouvoirs	Justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise ou les membres du groupement
Chiffre d'affaires	Déclaration du chiffre d'affaires global et de la part du chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cf. DC2/F1)



Pièces de la candidature	Descriptif
Moyens humains	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (cf. DC2/G1)
KBIS	Extrait K-bis, numéro d'inscription au Registre de la profession ou du commerce et des sociétés
Références du candidat	Liste de références sur les trois dernières années d'exercice précisant pour chaque contrat signé, le nom et l'adresse du client, la nature des travaux, la date d'exécution, les montants HT et TTC (cf. DC2/G1) - A recenser dans un tableau
Prestations équivalentes	Une présentation détaillée des prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années. Le candidat doit obligatoirement présenter une expérience en aménagement de salle informatique, ou à défaut être accompagné en cotraitance d'un BET disposant d'une telle expérience.

**Les informations demandées ci-dessus sont obligatoires. En leur absence, l'IGN peut demander au candidat de compléter sa candidature dans un délai approprié.**

Il est utile de rappeler que conformément à l'article R2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans la candidature ou l'offre du soumissionnaire toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Pour justifier de ses capacités professionnelles et techniques, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existants entre cet opérateur et lui.

Les entreprises candidates nouvellement créées sont autorisées à justifier de leurs capacités techniques et professionnelles par d'autres moyens équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens humains et matériels.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

**Le titulaire est informé que, conformément aux règles de la commande publique et au cahier des clauses administratives applicables, l'acheteur peut limiter le recours à la sous-traitance pour des tâches jugées essentielles.**

**Tâches essentielles réservées au titulaire : Sont réputées tâches essentielles les missions de la tranche ferme :**

- Etude Diagnostic (DIAG)
- Avant-Projet (AVP)

**A ce titre la sous-traitance n'est pas autorisée pour la tranche ferme.**

### Pièces de l'offre :

Pièces de l'offre	Descriptif
Acte d'engagement	L'Acte d'engagement dûment renseigné et signé du soumissionnaire*
Annexe financière	La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée ;
Mémoire technique	Le candidat devra remettre un mémoire technique dans lequel il présente sa société, son organisation, ses points forts ainsi que les dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution des prestations <b>et comprenant obligatoirement les éléments correspondants au cadre de réponse technique.</b> Le mémoire devra être présenté de façon à bien faire apparaître chacun des points demandés et dans l'ordre dans lequel ils sont mentionnés.
Attestation visite	Le certificat de visite signé, remis à l'issue de la visite.

*\* il est rappelé que la signature de l'offre (acte d'engagement et annexe) ne pourra être exigée que du seul candidat retenu à l'issue de la procédure.*

### Avertissement

- ✓ Tout dossier incomplet ou non conforme aux dispositions du présent RC peut entraîner l'irrecevabilité et le rejet de l'offre conformément aux dispositions de l'article R.2152-1 du code de la commande publique.
  - ✓ Le candidat renseigne intégralement l'annexe financière. Les prix indiqués comprennent tous les frais afférents à l'exécution des prestations.
  - ✓ Par la remise de son offre, le candidat s'engage à maintenir son offre pendant le délai de validité des offres mentionné au présent RC et, en cas d'attribution, à exécuter le marché dans les conditions financières et techniques de son offre.
  - ✓ Si le candidat auquel le marché est attribué n'a pas signé son offre lors de son dépôt, celui-ci sera invité à transmettre les actes relatifs à l'offre dûment signés, dans un délai à compter de l'envoi du courrier d'attribution via la plate-forme. Si le candidat ne peut pas produire les actes demandés dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, le marché ne lui sera pas notifié et son offre sera rejetée.
- Le candidat dont l'offre est classée en deuxième position sera alors sollicité afin qu'il produise les documents nécessaires avant que le marché lui soit attribué.

## ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

### ■ Examen des candidatures

Les candidatures sont évaluées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières en application des articles R. 2142-1 à R. 2143-16 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7, le pouvoir adjudicateur vérifie les informations relatives aux candidatures à tout moment de la procédure et, au plus tard, avant l'attribution du marché.

- Capacités professionnelles : au regard des prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années (avec a minima une expérience pour la conception d'une salle informatique) et des certificats de qualifications OPQIBI (1406, 1315) ou équivalents ;
- Capacités techniques : au regard des moyens humains et techniques dont le candidat dispose pour l'exécution du présent marché ;
- Capacités financières : au regard du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles et de la déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque membre cotraitant dispose de l'ensemble des capacités requises pour l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-2, s'il est constaté que des pièces sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique.

La disposition ci-dessus est une possibilité à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat est invité à porter la plus grande attention dans la constitution de son dossier de candidature. A cet effet, chaque candidat peut utilement se reporter à l'annexe du présent RC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter les candidatures incomplètes, non renseignées conformément aux dispositions du présent RC ou qui ne présentent pas les garanties suffisantes.

### ■ Examen des offres

Après avoir éliminé les offres irrégulières (ou non régularisables), inacceptables ou inappropriés, le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés énoncés ci-dessous, dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique :

<b>CRITERE N°1 - VALEUR TECHNIQUE</b>		<b>50 points</b>
Ce critère est évalué au regard des sous-critères ci-dessous, développés dans le mémoire technique :		
<b>SC1 – Planning</b> de réalisation et méthodologie mise en place pour garantir le respect du planning pour la tranche ferme et pour la tranche conditionnelle.		30 points
<b>SC2 – Qualification et référence</b> : Qualification et référence : présentation des moyens humains et techniques dédiés à l'exécution et au suivi du marché. Le candidat fournira les CV des personnes affectées au projet en estimant la charge de travail pour chaque personne dans chacune des phases. Le candidat précisera comment il garantit ces moyens humains et techniques affectés tout au long de la prestation. Le candidat indiquera s'il compte faire appel à de la sous-traitance sur la tranche optionnelle : il précisera les sous-traitants envisagés et la nature et la part des missions sous-traités. Conformément au règlement de consultation (RC) et au cahier des clauses particulières (CCP) la sous-traitance n'est pas autorisée pour la tranche ferme dont les missions sont définies comme tâches essentielles. Le candidat illustre son savoir-faire en développant un argumentaire autour de 1 à 3 références qu'il juge similaire(s) et représentatives en expliquant les aspects par lesquels ces expériences apportent une valeur ajoutée au projet .		20 points
<b>CRITERE N°2 - PRIX</b>		<b>50 points</b>
<b>SC1</b> - Montant total HT inscrit dans l'annexe financière – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) décomposé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tranche Ferme : 30 points</li> <li>• Tranche optionnelle : 20 points</li> </ul>		50 points
<b>TOTAL (CRITERES 1 + 2)</b>		<b>100 points</b>

### ■ Erreurs de calcul

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report dans l'offre financière pourront être rectifiées par l'acheteur. Le montant corrigé sera pris en considération pour le jugement des offres. Toutefois, si le candidat

concerné était retenu, il serait invité à rectifier son offre pour la mettre en concordance avec le détail quantitatif estimatif (DQE). En cas de refus, son offre serait considérée comme incohérente et serait de fait irrecevable.

### ■ Motifs de rejet des offres

Par principe, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables doivent être éliminées.

MOTIFS DE REJET / Réf. articles du Code de la commande publique	
Offre hors délai (R.2151-5)	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur <b>après la date et l'heure limite</b> , fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse (L.2152-5 et R.2152-6)	Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. Dans ce cas, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre.
Offre inappropriée (L.2152-4)	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière (L.2152-2)	L'offre ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
Offre inacceptable (L.2152-3)	Le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

## ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les demandes de renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des offres doivent être transmises à [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr)

## ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article L2152-7 du Code de la commande publique, le marché est attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base d'un ou plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public doit prouver la régularité de sa situation au regard des obligations qui lui incombent en matière fiscale, sociale et de travail illégal. A cet effet, après en avoir été averti par le pouvoir adjudicateur, il devra produire, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, les pièces délivrées par les administrations et organismes compétents dont voici la liste :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf et datant de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'IGN tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché) ;
- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;

- un document à jour de moins de trois mois justifiant de son immatriculation à un registre professionnel (le document devra être fourni s'il n'a pas déjà été transmis ou si le document déjà transmis date de plus de trois mois, à la date de la demande de l'IGN) ;
- l'attestation d'assurance visée à l'article 3 du présent règlement de la consultation ;
- le cas échéant, sur demande expresse de l'IGN, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des motifs d'exclusions mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraînera le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

**En application du Code de la commande publique, la signature de l'acte d'engagement n'est plus requise lors du dépôt de l'offre à moins qu'elle ne soit exigée par l'acheteur (cf. article 3 du présent règlement de la consultation).**

**Le pouvoir adjudicateur utilisera donc le formulaire ATTR11 (acte d'engagement) signé du soumissionnaire lors du dépôt de son offre pour l'attribution du marché public.**

Il sera demandé, le cas échéant, au candidat retenu et/ou à ses sous-traitants en cas de paiement direct, de fournir un relevé d'identité bancaire.

Les pièces contractuelles du marché seront adressées par courrier électronique à l'attributaire. L'Accusé réception du courrier vaut notification officielle du marché.

Information des candidats non retenus : Les candidats non retenus sont informés par courrier transmis par voie électronique sur la plate-forme PLACE.

## ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS

### ■ Droit à l'information

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, l'acheteur notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

Il appartient ensuite au candidat ou soumissionnaire évincé de demander par écrit à l'acheteur les motifs du rejet. L'acheteur doit lui répondre dans les 15 jours. Il est également possible de demander les caractéristiques et les avantages de l'offre retenue, ainsi que le nom du prestataire retenu.

### ■ Recours dans le cadre d'une procédure formalisée

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits>

### Saisine du juge administratif

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

#### **Tribunal Administratif de Paris**

7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

- Référé pré-contractuel : pendant le délai de suspension, les candidats évincés ou les candidats potentiels qui n'ont pas pu déposer d'offre et qui se sentent lésés par la signature du marché, peuvent saisir le juge du référé pré-contractuel dans le cadre d'une procédure d'urgence, nommée référé pré-contractuel. Cette saisine permet de suspendre la signature du marché jusqu'à ce que le juge ait statué. Dès que le marché est signé, ce référé devient irrecevable.

- Référé contractuel : Le référé contractuel est une procédure d'urgence intervenant après la signature du marché. Néanmoins, le référé contractuel n'est pas possible lorsque :

- dans le cadre d'un référé pré-contractuel, l'acheteur public a respecté la suspension et s'est conformé à la décision rendue par le juge,
- avant toute signature d'un contrat dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable ou passée selon une procédure adaptée (Mapa), l'organisme public a publié un avis d'intention de conclure.

- Autres recours :

Recours gracieux : tout candidat évincé peut demander par écrit, soit à l'acheteur public qui a pris la décision de rejet, soit à son autorité supérieure, de reconsidérer la signature du marché, en présentant les arguments de droit et de fait qui justifient sa demande. L'administration a 2 mois pour y répondre et le silence gardé vaut rejet.

Recours contre la décision : ce recours est mentionné dans la décision de rejet. Dès que le marché est signé, ce recours ne peut plus être employé.

Recours contre le contrat : ce recours, issu de la jurisprudence du Conseil d'État, est directement dirigé contre le marché et permet d'en obtenir l'annulation partielle ou complète, la résiliation ou d'obtenir des indemnités. Le délai pour l'introduire est de 2 mois à partir de la publication de la publicité de la conclusion du marché.

### ■ Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités - DREETS (<http://dreets.gouv.fr>).

## ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES

### ■ Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure (y compris les autorités exerçant un contrôle sur l'IGN comme le Contrôle budgétaire et la Cour des Comptes).

### ■ Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

### ■ Droits d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées, disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

### ■ Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre que les pièces constitutives du marché et dans les mêmes conditions de conservation que celles prévues à l'article R2184-13 du Code de la commande publique.

#### **Documents et liens utiles :**

Code de la commande publique ([https://circulaires.legifrance.gouv.fr/codes/texte\\_lc/LEGITEXT000037701019/](https://circulaires.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LEGITEXT000037701019/))  
Formulaires « Marchés publics » (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)  
Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>)  
CCAG Fournitures courantes et de services 30 mars 2021  
(<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> - <https://www.marche-public.fr/CCAG-FCS2021/CCAG-FCS-2021-Plan.htm>)